

unité départementale des Cotes d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 PLERIN

PLERIN, le 20/12/2023

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2023

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SMITRED OUEST D'ARMOR (UIOM DE PLUZUNET)**

Usine d'Incinération  
Site de Quelven  
22140 Pluzunet

Code AIOT : 0005500338

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2023 dans l'établissement SMITRED OUEST D'ARMOR (UIOM DE PLUZUNET) implanté Site de Quelven 22140 Pluzunet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection des installations classées a procédé à une campagne d'une trentaine de visites d'inspections inopinées dans le département. Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de cette action.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMITRED OUEST D'ARMOR (UIOM DE PLUZUNET)
- Site de Quelven 22140 Pluzunet
- Code AIOT : 0005500338
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site exploité par le SMITRED sur la commune de Pluzunet exploite des installations de valorisation énergétique de déchets non dangereux incluant une plateforme de maturation de mâchefers, un banaliseuse de DASRI, un centre de tri, une plateforme de tri et broyage de bois déchets.

L'ensemble de ces activités sont régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 octobre 2016.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- risque accidentel sur la plate-forme de tri et de broyage de bois déchets et de maturation de mâchefers.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Gestion des déchets réceptionnés	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-III	/	Sans objet
3	Gestion des déchets réceptionnés	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-V	/	Sans objet
4	Voie d'accès	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7 II	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien tenu et les constats sont globalement satisfaisants. Néanmoins, la problématique du stockage du bois doit être solutionnée de manière pérenne. Une diversification des voies d'export est à étudier.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Étanchéité du sol
<b>Prescription contrôlée :</b> Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
<b>Constats :</b>  <div style="text-align: center;"><b>Bois</b></div> <ul style="list-style-type: none"> <li>le sol des locaux d'entreposage est étanche ;</li> <li>les eaux sont collectées et passent par un débourbeur déshuileur, une lagune et une aire d'infiltration (roseau) ;</li> </ul> <div style="text-align: center;"><b>Mâchefer</b></div> <ul style="list-style-type: none"> <li>le sol des locaux d'entreposage est étanche ;</li> <li>les eaux sont dûment collectées.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Gestion des déchets réceptionnés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entreposage des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées.</p> <p>Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p> <p>Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur.</p> <p>Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;</li><li>- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p style="text-align: center;"><b>Bois</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les aires de tri des déchets sont distinctes et définies ;</li><li>• les volumes constatés ne respectent pas les volumes autorisés (plus de 30 camions de bois de classe B selon l'exploitant). Néanmoins, l'exploitant est dans l'obligation de réceptionner les déchets de bois. Il ne dispose que d'un client pour la reprise du bois B tenu par un marché public. Or, le repreneur a arrêté ses approvisionnements (courriel du 21/09/2023) ;</li><li>• la plateforme bois dispose des moyens de lutte contre l'incendie suivant: d'un RIA, de deux extincteurs, d'une réserve incendie de 600 m<sup>3</sup>, de deux poteaux incendie.</li><li>• les inspecteurs ont constaté l'absence de bornes, piges et de marquage nécessaire à l'évaluation des volumes ;</li><li>• l'exploitant doit mettre en place les moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</li></ul> <p style="text-align: center;"><b>Mâchefer</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les aires de tri des déchets sont distinctes et définies ;</li><li>• Les lots sont marqués, deux ans de production sont stockés selon l'exploitant ;</li><li>• les volumes constatés respectent les volumes autorisés. Cependant, l'arrêté préfectoral doit être adapté (article 10.4) ;</li><li>• l'exploitant a déclaré rechercher des chantiers de BTP pour écouler le stock ;</li><li>• les inspecteurs ont constaté l'absence de bornes, piges et de marquage nécessaire à l'évaluation des volumes ;</li><li>• l'exploitant doit mettre en place les moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Gestion des déchets réceptionnés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Opérations de tri des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination).
<b>Constats :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Les déchets sont dûment triés.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Voie d'accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7 II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Circulation des engins
<b>Prescription contrôlée :</b> Voie « engins » :  Au moins une voie « engins » est maintenue dégagée pour : <ul style="list-style-type: none"><li>- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;</li><li>- l'accès au bâtiment ;</li><li>- l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ;</li><li>- l'accès aux aires de stationnement des engins pompes.</li></ul> [...]
<b>Constats :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Le site dispose d'une voie engins dûment entretenus.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet